

# Les jeunes parlementaires font leur rentrée

Ce week-end, le Parlement des jeunes a officiellement effectué sa rentrée politique. Il a présenté les nombreux sujets traités tout au long de l'année.

**Le Parlement des jeunes est de retour avec une réelle ambition et de nombreux sujets, ainsi que quelques touches de nouveauté. L'année s'annonce chargée pour ces jeunes impliqués dans la vie politique du pays.**

De notre journaliste  
Jeremy Zabatta

Le Parlement des jeunes a officiellement fait sa rentrée samedi, l'occasion d'échanger avec le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Romain Schneider, mais également de présenter le bureau exécutif et les nombreux thèmes que ces politiques en herbe, qui ont seulement entre 14 et 24 ans, vont traiter. Cette année, ces jeunes qui

ont décidé de s'investir dans la vie politique du Grand-Duché vont aborder des sujets divers, comme leurs aînés, dont le chômage, l'environnement, le développement économique du pays, mais aussi la question des migrants, ainsi que des questions de politique étrangère comme le «Brexit» ou la place de la Turquie dans l'Union européenne. La tâche

s'annonce rude, mais le bureau semble montrer une réelle motivation et une vraie application dans son mandat. «L'idée, cette année, est de proposer moins de résolutions, mais avec beaucoup plus de fond», a d'ailleurs souligné le vice-président du Parlement des jeunes, Pierre-Antoine Klethi.

Le bureau, dès le début de celle-ci, le bureau exécutif attirait l'attention sur le concept de «transparence», cher au pays, tant entre les membres du Parlement des jeunes que vers leurs interlocuteurs extérieurs.

En ce qui concerne les grands thèmes qui animeront cette nouvelle année politique, le Parlement des jeunes a mis en place cinq commissions distinctes l'une de l'autre, mais dont certains sujets, comme la question des migrants, seront traités dans plusieurs d'entre elles, mais sous un angle différent.

## Des ambitions croissantes

Au rayon des nouveautés, le Parlement des jeunes a décidé de revoir son règlement intérieur et de se doter d'un code de déontologie, sans doute pour se démarquer des événements qui avaient vu en mai 2014 l'éviction du président. «Le règlement interne permettra d'établir le fonctionnement institutionnel du Parlement des jeunes, mais également l'attitude à avoir (ou ne pas avoir) pour les membres et leurs interactions», a expliqué le vice-président. Concrètement, tant le règlement interne que le code de déontologie permettront d'encadrer les parlementaires, tout en les mettant plus à l'aise dans leurs fonctions et leurs rôles. «C'est le cadre qui permet de réaliser nos objectifs et nous avons des ambitions croissantes», a déclaré le bureau du Parlement des jeunes lors de sa première conférence de presse. D'ail-

## Cinq «commissions»

Les cinq commissions s'intitulent: Affaires étrangères et européennes (AFET), Économie et Travail (ECO), Environnement, Santé et Transport (ENV), Éducation et Recherche (EDU), Égalité des chances et Intégration (EGAL).

Quand on se penche sur la composition de ce parlement, on constate que l'École européenne semble avoir massivement répondu à l'appel de la politique. Si les inscriptions pour participer au Parlement des jeunes sont fermées, les jeunes qui désirent s'impliquer dans la vie politique du pays pourront toujours l'intégrer en février.



Photo: tania feller

Au premier plan, Pierre-Antoine Klethi, vice-président du Parlement des jeunes.

## Depuis 2008, ils s'impliquent

Le Parlement des jeunes a vu le jour grâce à une loi du 4 juillet 2008. Il a comme objectif principal de favoriser l'engagement des jeunes dans la société et de les rapprocher du monde politique, à travers l'élaboration d'avis et de résolutions qui seront transmis aux acteurs politiques concernés.

En juillet, le Parlement des jeunes organisera un sommet où les différents avis et résolutions seront adoptés par ses membres. Entretemps, une séance plénière intermédiaire, qui a lieu en mars, permet aux jeunes de d'ores et déjà présenter, discuter et voter leurs premiers avis et résolutions.

## VITE DIT

### ■ ONU

Le ministre des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg, Jean Asselborn, s'est rendu à New York vendredi, afin de participer aux célébrations du soixante-dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte des Nations unies (ONU). «Il y a 70 ans, le Luxembourg, comme beaucoup d'autres, était un pays détruit. C'est dans l'œuvre des Nations unies que notre pays a pu trouver, au plus fort de la tourmente, l'espoir de renaître», a rappelé le ministre Asselborn, avant de détailler les contributions de l'ONU au maintien de la paix et de la sécurité internationales et son rôle essentiel en matière de coopération au dévelop-

pement et d'action humanitaire. Pour l'occasion, Luxembourg a illuminé en bleu certains bâtiments, dont les colonnes de la Philharmonie (*ci-dessous*) ou encore le ministère d'État et la Chambre des députés.

### ■ TOURISME

Le gouvernement a simplifié les démarches administratives concernant les fiches d'hébergement des voyageurs. Tout établissement d'hébergement collectif ou d'hébergement touristique privé doit ainsi remplir ou faire remplir des fiches d'hébergement pour chaque voyageur. Les fiches existent sous forme d'application électronique ou d'imprimé.



Photo: Didier Sylvestre

La Philharmonie a revêtu un habit bleu pour les 70 ans de l'ONU.

## éditorial

de notre journaliste  
**Laurent Duraisin**



lduraisin@lequotidien.lu

## Dr Dre(iländereck)

Une scène surréaliste a eu lieu samedi dans le nouveau quartier de Belval. Des patrouilles de police ont encerclé une douzaine de personnes masquées et armées de revolvers et d'une kalachnikov (*lire en page 22*). Finalement, il s'est avéré que tous les malfrats étaient des gamins du coin qui tournaient un clip. Apparemment, le gangsta rap essaie de faire une percée dans le paysage musical luxembourgeois! Mauvaise nouvelle pour ces gangsters (factices, tout comme les armes exhibées samedi): le bassin minier ne sera jamais la Californie malheureuse. Ils pourront néanmoins pavaner devant leurs fans en expliquant qu'ils ont été interpellés de façon spectaculaire. Peut-être le début de leur légende? Heureusement, samedi, personne n'a été blessé. En effet, ce type d'attroupement armé près d'une université, que ce soit aux États-Unis ou au Grand-Duché, a tendance à crispier les forces de l'ordre.

Depuis samedi, on sait donc que même au Grand-Duché, il y a des rappeurs gangsta qui viennent du ghetto, qui doivent vendre de la drogue depuis leur plus

tendre enfance pour survivre, qui ont été témoins d'un nombre incalculable de fusillades, qui sont d'anciens membres d'un gang et ont de nombreux problèmes avec la police américaine, pardon, grand-ducale... Non, ce n'est pas une amende que devraient recevoir ces jeunes adultes mais plutôt un accompagnement psychologique.

Mais qu'est-ce qui motive ces rappeurs gangsta? Évidemment, tout n'est pas rose au Luxembourg, personne ne le nie. Le pays connaît aussi la précarité, les difficultés sociales, que cachent parfois les indicateurs économiques. Mais tout de même, on est loin de Compton... La première des règles du rap, mise en avant par les artistes qui ont creusé leur sillon dans l'industrie du disque, est d'«être authentique». Pas sûr que ces rappeurs gangsta le soient avec ce type de comportement grand-guignolesque. Il y a pourtant tellement de thèmes que le rap peut aborder en s'inspirant des défis que doit affronter la société luxembourgeoise. Et il n'y a pas besoin d'avoir un pistolet à eau dans la main pour les aborder...

**Saviez-vous que le Luxembourg était très actif en matière de protection des océans ? Le Cluster maritime luxembourgeois organise régulièrement des conférences d'information sur le sujet et soutient activement l'association luxembourgeoise de biologistes marins Odyssea. Le Gouvernement du Grand-Duché s'engage dans la protection des baleines au sein de la Commission baleinière internationale.**

[www.cluster-maritime.lu](http://www.cluster-maritime.lu) // [www.odyssea.lu](http://www.odyssea.lu)

# Une aubaine pour les usuriers

Le typhon aux Philippines a plongé les paysans dans une situation précaire qui fait les beaux jours des usuriers.

**Francisco Santo Domingo, riziculteur philippin, est ruiné après avoir perdu une nouvelle fois son pari contre la nature. Mais le typhon qui a détruit sa récolte fera les affaires des usuriers qui vont encore toucher le jackpot.**

Comme des milliers d'autres agriculteurs, cet homme de 37 ans va être contraint de se tourner vers ces banquiers «de l'ombre» qui dominent l'agriculture de l'archipel, s'endettant davantage à des taux exorbitants.

«Ma vie n'est qu'un cycle sans fin, j'emprunte de l'argent pour rembourser celui que je dois déjà», dit le cultivateur désespéré. Il n'était qu'à une semaine de récolter lorsque le typhon Koppu a frappé les Philippines mi-octobre. «À cause de cette tempête, nous aurons faim pendant très longtemps. Nous avons tout parié sur cette récolte.» Koppu a provoqué des inondations, parfois jusqu'à trois mètres de haut, dans l'une des plus importantes régions rizicoles de l'archipel, les vastes plaines du centre de Luzon, l'île principale. Les trois hectares du riziculteur se trouvent à Santa Rosa, localité tranquille à deux heures de route au nord de Manille.

Pour financer semences, engrais et équipements, il a emprunté il y a quelques mois 60 000 pesos (1 200 euros), un crédit démesuré pour un petit agriculteur. Aucune économie, aucun bien à gager auprès des banques: Francisco Santo Domingo n'a eu d'autre choix que d'aller voir l'usurier du village et d'accepter un taux de 25 % par mois. Avant le typhon, le plan était de vendre rapidement la récolte pour rembourser le gros de sa dette.

Maintenant, il se dit qu'il doit aller voir un autre usurier pour tenter de financer une nouvelle récolte. «Les usuriers, tout ce qu'il leur arrive, c'est des retards de remboursements, ils auront leur argent au bout du compte. Nous, paysans, mourons endettés.»

## Business lucratif

Ce cycle infernal de l'endettement et des calamités hante des milliers d'agriculteurs et leur famille à travers les Philippines, archipel touché chaque année par une vingtaine de tempêtes meurtrières. D'après la banque centrale, 604 des 1 600 villes du pays n'ont pas de banque et les habitants sont privés de l'accès à des voies d'emprunt officielles. C'est



Les paysans contractent des prêts avec des intérêts jusqu'à mille fois supérieurs à la somme empruntée.

dans ces régions reculées que fleurissent les prêts informels, dont le taux peut culminer à 20 % par jour.

À Santa Rosa, un de ces prêteurs, une femme de 43 ans, a accepté de parler sous le couvert de l'anonymat. Elle profite de son statut de fonctionnaire pour se livrer à ce lucratif business, comme six de ses collègues. «Nous nous attendons à ce que davantage de paysans viennent nous voir après ce typhon», explique cette mère de deux enfants qui ne déclare rien de ses revenus parallèles. Elle a commencé il y a un an avec quelques milliers de pesos en poche. En prêtant à un taux mensuel de 10 %, elle s'est rapidement remboursée au point de gérer plus d'un million de pesos de prêts, ce qui lui rapporte plus de

100 000 pesos par mois. «C'est sans comparaison avec mon salaire de fonctionnaire», confie-t-elle. Comme elle travaille dans l'administration, elle peut plus facilement obtenir des garanties de ses créanciers.

## Violence et intimidation

À en croire le gouverneur de la Banque centrale, Amando Tandang, 5 % des adultes philippins sont endettés auprès de prêteurs informels. Mais les autorités tentent d'inciter les banques à prêter davantage aux pauvres, assure-t-il. La plupart des paysans endettés ne sortiront jamais la tête de l'eau, prévient de son côté Salve Duplito, une gestionnaire de fortune qui présente

une émission populaire à la télévision. «Plus ils s'engagent dans ces schémas de prêts, moins ils ont de chance de sortir de ces sables mouvants financiers», observe-t-elle.

Beaucoup de ces paysans sont illettrés et ne réalisent pas au départ que les intérêts de leur dette seront parfois 1 000 fois supérieurs à la somme empruntée. Les usuriers s'en défendent, mais violence et intimidation sont monnaie courante, selon Salve Duplito. «Parfois, les usuriers vont s'attaquer à l'amour propre de leurs créanciers en allant les insulter devant chez eux», explique-t-elle. «Certains saisissent les bêtes, des casseroles ou tout ce qui a une valeur, on entend parfois même que des paysans sont retrouvés morts.»

## CHINE 13<sup>e</sup> plan quinquennal

La direction communiste chinoise se réunit aujourd'hui en plénum pour mettre au point le nouveau plan quinquennal du pays, qui doit répondre au net ralentissement de la croissance de la deuxième économie mondiale, et assouplir la politique de l'enfant unique.

Après plus de deux décennies d'un boom économique historique, la Chine doit éviter le piège qui a affecté le Japon et guette les pays émergents ayant atteint un niveau de revenus intermédiaire: une croissance et une productivité déclinantes affectant leur compétitivité, connu sous l'appellation de «trappe à revenu intermédiaire» (middle income trap), préviennent la plupart des experts. Au troisième trimestre, l'économie chinoise a enregistré sa croissance sur un an la plus faible depuis six ans, à 6,9%, selon un chiffre officiel que beaucoup d'analystes jugent surévalué.

## 773 LE CHIFFRE

Les immenses réserves financières amassées par les Émirats arabes unis leur permettent actuellement de compenser l'impact important de la baisse de revenus liée à la chute des cours du pétrole, a déclaré hier le ministre de l'Économie. Sultan al-Mansouri, qui s'adressait à la presse à Abou Dhabi en marge du World Economic Forum, s'est dit d'autre part convaincu que l'Iran n'allait pas augmenter de manière excessive sa production de pétrole avec la levée des sanctions internationales. Les Émirats ont réussi à «établir de solides fonds à l'international, ayant servi à investir et à générer des retours en investissement qui compensent presque les (manques de revenus provoqués) par les fluctuations du prix du pétrole», a déclaré le ministre. Abou Dhabi, qui assure le principal de la production pétrolière des Émirats arabes unis, a établi un fonds souverain parmi les plus importants au niveau mondial, avec des avoirs estimés à 773 milliards de dollars par la SWF Institute. Les prix du baril de pétrole ont reculé de 60 % depuis juin 2014.

## Berlin va fermer ses vieilles centrales

L'État paiera 1,6 milliard d'euros à leurs exploitants.

Les énergéticiens RWE, Vattenfall et Mibrag vont obtenir sur les sept prochaines années 1,6 milliard d'euros de dédommagement du gouvernement allemand en échange de la fermeture de plusieurs de leurs vieilles centrales au charbon, a annoncé ce week-end le ministère de l'Économie.

Cet accord a été passé au terme de plusieurs mois d'après discussions entre le suédois Vattenfall, les allemands RWE et Mibrag et le ministère de l'Économie. Il prévoit qu'entre 2016 et 2019, plusieurs centrales au charbon dans le secteur rhénan (ouest) et dans l'est du pays sortent petit à petit

du réseau d'alimentation électrique. Pendant quatre ans, ces centrales ne seront utilisées qu'en ultime recours, avant d'être finalement sorties du réseau. À titre de compensation, les trois énergéticiens obtiendront une enveloppe compensatoire globale d'environ de 230 millions d'euros par an et pendant sept ans, soit plus de 1,6 milliard d'euros au total. En conséquence, le kW/h devrait augmenter de 0,05 centime d'euro, selon le ministère de l'Économie. «Cette mesure est importante pour atteindre nos objectifs environnementaux et, dans le même temps, pour qu'on n'en

arrive pas à des dommages structurels dans les régions concernées», a déclaré le ministre de l'Économie, Sigmar Gabriel, cité dans un communiqué du ministère. «Elle représente pour les employés et les entreprises une bonne solution acceptable», a-t-il encore estimé.

L'arrêt de ces centrales va entraîner la perte de 2,7 gigawatts, mais permettra, dans le même temps, de réduire, d'ici à 2020, les émissions de dioxyde de carbone de 40 % par rapport à 1990. Le charbon représente 40 % de l'électricité brute produite dans le pays.

## DANS LE MONDE

### ÉTATS-UNIS

Une inflation introuvable, une croissance qui marque le pas, un dollar fort porté par les largesses monétaires des banques centrales à l'étranger: difficile pour la Réserve fédérale américaine (Fed) de justifier une hausse des taux d'intérêt lors de sa réunion mercredi. Le Comité monétaire de la Banque centrale rendra son verdict à 19 h, mercredi, après une réunion de deux jours qui ne donnera pas lieu cette fois-ci à une conférence de presse de sa présidente, Janet Yellen.

### CHINE

L'autorité chinoise chargée de la

lutte anticorruption va étendre ses enquêtes aux principales institutions financières du pays, dont la Banque centrale et les autorités de régulation, a-t-elle annoncé, des organismes déjà sous forte pression après une spectaculaire débâcle des Bourses locales.

Après une série d'investigations au sein de grands groupes étatiques – en particulier dans le secteur pétrolier –, la puissante Commission d'inspection disciplinaire (CCDI), le gendarme du Parti communiste chinois, entend désormais se pencher sur le secteur financier.